

**J - 175.** A moins de six mois de la mise en place de l'euro fiduciaire, la Banque de France organise aujourd'hui à Paris un colloque qui fera le point sur l'avancement des entreprises et du grand public dans le passage à la nouvelle monnaie. Y participeront, entre autres, Wim Duisenberg, le gouverneur de la Banque cen-

trale européenne (BCE), et Laurent Fabius, ministre de l'Economie et des Finances. Dans une interview aux « Echos », Jean-Claude Trichet estime que la communication sur l'euro doit passer à la vitesse supérieure et incite les entreprises à la « responsabilité » et les consommateurs à la « plus grande vigilance » pour la fixation des prix.

INTERVIEW / LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

## Jean-Claude Trichet et l'euro : « J'appelle les consommateurs à la vigilance sur les prix »

**Vous vous êtes fixé pour objectif, avec le gouvernement, que 70 % des paiements par chèque ou carte bancaire soient libellés en euros dès le début décembre prochain. Comment comptez-vous réussir ce prodige alors que le score atteint aujourd'hui est 2,8 % du total des règlements ?**

C'est notre objectif commun puisque c'est l'objectif du Comité national de l'euro que préside le ministre des Finances. La Banque de France explique inlassablement partout en France qu'avant l'euro fiduciaire - les billets et les pièces - de 2002, il y a l'euro scriptural - les chèques, les TIP, les virements, les cartes interbancaires, les comptes, etc. L'euro scriptural, c'est aujourd'hui. Nous avons six mois pour nous approprier l'euro. Nous comptons sur la coopération de tous, ménages, banques commerciales et commerçants.

**C'est sans doute là que le bât blesse le plus...**

Nous avons en France un double avantage : un grand commerce moderne et une large utilisation de la carte interbancaire. Ces deux éléments combinés devraient faciliter le passage à l'euro. Pour les commerçants petits et moyens, le ministère, de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a lancé il y a quelques jours une campagne baptisée « Euros bienvenus » qui doit leur permettre de signaler les endroits où l'euro est accepté. Il y a énormément de bonne volonté de la part des petits commerçants. Il faut maintenant qu'elle se matérialise.

Le bogue de l'an 2000 a fait l'objet d'une grande campagne spontanée de l'ensemble des médias. Je suis sûr, puisque l'euro est un enjeu encore beaucoup plus important, que la communication des grands médias va être massive et efficace. Sur ce plan de la communication, il y a un grand ensemble composé des ménages, des entreprises unipersonnelles, des très petites entreprises et des petits commerces qui a tendance à réagir de la même manière. Ce grand ensemble est très sensible à la communication grand public lorsque celle-ci atteint un certain niveau de force et de pénétration. Je pense que nous sommes à ce tournant.

**Est-ce que cette « population » n'attend pas que l'euro soit vraiment là pour l'utiliser ?**

Mais l'euro est déjà là ! L'euro scriptural est beaucoup plus important que les billets et les pièces en proportion de la masse monétaire et, à partir du 1<sup>er</sup> juillet, il est utilisable par tous. Dès aujourd'hui, l'euro pourrait couvrir une forte proportion des paiements nationaux si l'on se base sur le nombre de cartes bancaires, de chèquiers euros distribués par les établissements de crédit et le nombre de commerçants qui les acceptent. Je l'ai dit, notre objectif est que le franc scriptural ne soit plus utilisé qu'à hauteur de 30 % au début décembre prochain.

**Certaines associations de consommateurs craignent un assèchement du marché en euros dans les premières semaines si le montant d'euro**

**injecté est insuffisant et si les commerçants continuent à opérer en francs durant la période de double circulation.**

J'ai peine à imaginer un pareil scénario. Nous avons fait en sorte que la préalimentation en pièces et billets au niveau des banques et des commerces soit aussi importante que possible. A la veille du basculement, nous aurons déjà sorti des caves de la Banque de France et préplacé plus de 80 % de la totalité de la circulation des billets de 5 euros pour alimenter les banques et les commerces. Les kits de pièces seront diffusés très largement dans le grand public : 53 millions de kits, cela fait près d'un par habitant. On a calculé large car la logistique du transfert des pièces est le problème majeur du passage à l'euro fiduciaire.

**Le passage à l'euro représente un coût pour les entreprises, et les commerçants peuvent être tentés de le répercuter dans leurs prix. Les Français redoutent une bouffée d'inflation. Cette crainte est-elle justifiée, selon vous ?**

Le principe que nous appliquons est qu'au total, tout le monde va bénéficier de l'arrivée de l'euro : les ménages, les entreprises et les commerçants. Chacun fait le travail d'adaptation nécessaire. La Banque de France est le témoin, partout dans notre pays, de l'effort collectif et particulièrement de celui des entreprises - y compris des plus petites -, des commerces - y compris les plus petits - et de tous nos concitoyens. Nous apprécions énormément cet effort que nous encourageons partout.

Il n'y a pas à priori de raison pour que le passage à l'euro se traduise par un dérapage des prix. D'abord, le système d'arrondis qui est prévu pour transcrire en euros les prix exprimés en francs doit jouer autant vers le bas que vers le haut. Ensuite, la concurrence doit naturellement jouer et nous comptons sur le comportement de tous pour que tout se passe normalement, sans abus et pas seulement lors de l'introduction des pièces et des billets mais dès maintenant. Il y a naturellement toujours des tentations. C'est pourquoi la Banque de France appelle avec gravité les entreprises à la responsabilité dans la fixation des prix et les consommateurs à la plus grande vigilance.

**L'euro est actuellement au plus bas et après trois années de croissance forte, l'économie française devrait fortement ralentir en 2001. Cela ne risque-t-il pas de compromettre ou, tout du**

**moins, de rendre plus difficile la mise en place de l'euro ?**

On l'oublie parfois, mais la décision de l'euro a été prise en 1992, juste avant la crise de 1993. Et cela n'a pas constitué un handicap, bien au contraire. La monnaie unique a accéléré la construction du marché unique qui constitue le socle de la prospérité européenne. En outre, elle nous a protégés de perturbations internationales majeures. Sans l'euro, le choc des

récentes crises asiatique et russe aurait sans doute été beaucoup plus violent pour l'économie européenne, tant sur les marchés des changes que pour les entreprises et les particuliers. La France vient de connaître trois années successives de croissance égale ou supérieure à 3 % et si, pour 2001, les perspectives d'activité sont jugées moins bonnes que prévues, elles auraient été considérées comme très flatteuses il y a quelques années encore. L'euro n'explique pas tout, mais on peut sans doute mettre cela au crédit de la politique d'accompagnement de la monnaie unique qui a été conduite.

**Confirmez-vous que l'approche de l'euro conduit les Français à se débarrasser des billets de 500 francs qu'ils thésaurisaient ? Et pensez-vous que cela donnera un coup de pouce à la croissance ?**

Il faut être très prudent. Il y a un phénomène incontestable. Un nombre important de billets de 500 francs reviennent à la Banque de France. Nous estimons que près de 3 milliards de francs par mois sortent ainsi de la masse des billets en circulation. Mais je ne suis pas sûr du tout que ces mouvements correspondent réelle-

ment à une bouffée de consommation supplémentaire que nous n'observerions pas autrement. A mon avis, il s'agit plutôt d'une substitution de moyens de paiement fiduciaires à des moyens scripturaux.

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
CATHERINE CHATIGNOUX  
ET CLAUDE FOUQUET**



Jean-Claude Trichet